

# Les maires du Bas-Rhin obsédés par l'hiver



Une assemblée toujours très nombreuse et attentive.

Photo Jean-Marc Loos

**Le futur schéma de l'intercommunalité fait moins réagir les maires du Bas-Rhin que la viabilité hivernale. À preuve, la réunion d'hier à la Foire européenne.**

Avant tout séance de travail, la traditionnelle journée des maires à la Foire européenne constitue un bon baromètre des soucis des élus. Le président, Joseph Ostermann, en a d'ailleurs profité pour demander à la Région et au Département de continuer à soutenir les communes...

L'intervention d'Émile Blessig, qui anime un groupe de travail — impliquant aussi l'État et le conseil général — sur la viabilité hivernale, a fait mouche. « Notre objectif est de diminuer l'usage du sel pour des raisons économiques et écologiques », a relevé le député-maire de Sarverne, en rappelant le danger que présentent ces épandages pour la nappe phréatique. En 2010, le conseil général — tout en divisant le

ratio de sel par quatre — en a utilisé 27 000 tonnes qui s'ajoutent à celui répandu par les communes. Soit 12 kg par habitant par la Communauté urbaine de Strasbourg, 16 kilos à Sélestat, 5 kilos à Obernai... mais 83 kilos à Wangenbourg.

## Pousser les automobilistes à s'équiper

« La culture de la chaussée noire n'est plus de mise. Le niveau de service doit différer selon l'usage des voiries », a affirmé Émile Blessig qui a attiré l'attention des maires sur l'obligation — nécessitant un arrêté — de déneigement des trottoirs par les riverains. Lors des interventions, plusieurs élus ont demandé qu'« on pousse les automobilistes à s'équiper », comme c'est le cas en Allemagne et en Autriche. Pour sa part, le président du conseil général, Guy-Dominique Kennel, a rappelé que la viabilité hivernale et la réfection des routes ont coûté 12 M€ au Département.

Autre sujet abordé, celui du schéma de coopération intercommunale qui crée des remous

dans certaines intercommunalités, l'objectif étant de les faire passer de 44 à 28. « Les choses sérieuses commencent ! » a lancé le rapporteur général de la commission départementale (CDCI), Alfred Becker, en rappelant que le schéma doit être bouché avant le 31 décembre. Il a regretté que des simulations financières — réclamées par les élus des communes concernées — ne soient disponibles qu'après l'achèvement du schéma. « Il sera sans doute nécessaire de donner du temps au temps », a-t-il suggéré, appuyé par le président Kennel...

Pour le préfet Pierre-Étienne Bisch, l'important, pour les membres de la CDCI, est de « se projeter dans les six ans à venir », soit la durée du schéma. S'il en a le pouvoir, il « n'imposera pas les regroupements proposés de force », a-t-il assuré, en demandant cependant que ses propositions ne tombent pas dans l'oubli. Elles méritent d'animer le débat des municipalités de 2014, a-t-il suggéré, avant d'évoquer « la situation économique encore fragile » et d'appeler les maires à poursuivre l'effort en faveur des contrats aidés.

Yolande Baldeweck